



La crise de l'euro vue de l'Est

Jacques Rupnik

► **To cite this version:**

| Jacques Rupnik. La crise de l'euro vue de l'Est. Etudes du CERI, 2010, pp.11-13. hal-01024153

HAL Id: hal-01024153

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01024153>

Submitted on 16 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise de l'euro vue de l'Est

par Jacques Rupnik

Le passage de la crise financière et économique de 2008-2009 à celle des Etats et de l'euro au printemps 2010 a révélé les lectures contrastées qui ont été faites de ladite crise, et les différences de traitement entre l'Est et le Sud au sein de l'Union européenne. En un mot, il faut être d'autant plus rigoureux à l'Est que l'on a été laxiste au Sud.

Dans leur analyse de l'impact de la crise internationale depuis deux ans, les médias et le discours politique français ont privilégié l'idée que la France avait bien résisté grâce au rôle important de l'Etat dans son économie, tandis que les pays de l'Est, ayant succombé aux sirènes du libéralisme économique, étaient les plus touchés. Or s'il est vrai que la crise a révélé à ces derniers que le modèle anglo-saxon n'en était plus vraiment un (puisque c'est de Wall Street et de la City qu'elle est venue), ils s'efforcent à présent de corriger l'image simplificatrice de leur situation que diffusent les médias en Europe occidentale. Les pays d'Europe centrale résistent plutôt mieux que cette dernière, et la Pologne, le plus important pays de la région, est le seul dans l'Union qui ne soit pas en récession (avec une croissance de 1,7 % en 2009). La région subit les effets de la crise sans en être responsable. Il existe certes un groupe de pays, au premier rang desquels on trouve la Hongrie et la Lettonie qui, avec l'affaiblissement de leurs monnaies, n'arrivent plus à rembourser les excès de crédits autrichiens et scandinaves libellés en euros. Ces pays ont fait appel au soutien du FMI et adopté des politiques courageuses d'austérité et des mesures drastiques pour réduire les déficits qui seraient improbables à l'ouest ou au sud de l'Europe. Or le clivage européen face à la crise, à la maîtrise des dépenses publiques et à la dette n'est pas Est-Ouest, mais plutôt Nord-Sud¹. Le Nord comprend l'Allemagne, les pays scandinaves, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. Le Sud compte, outre les PIGS (Portugal, Italie/Irlande, Grèce, Espagne), la Hongrie et la Bulgarie. La France apparaît comme un cas intermédiaire.

Il est intéressant au plan politique de noter que c'est la droite qui a profité de la crise dans les pays d'Europe centrale lors de toutes les élections qui ont eu lieu en 2010, même en Lettonie où le gouvernement avait pris les mesures les plus radicales de réduction du nombre et des salaires des fonctionnaires. En République tchèque comme en Slovaquie, c'est en agitant la peur du syndrome grec de l'Etat en faillite, et en promettant aux électeurs « de la sueur, du sang et des larmes » que se sont imposées des coalitions de droite aux dépens des sociaux-démocrates donnés gagnants un an auparavant, et décrits comme menant leurs pays sur la « voie grecque ».

Côté tchèque, le leader de ce courant est le prince Karel Schwarzenberg, fondateur du nouveau parti TOP (Tradition, responsabilité et prospérité), qui est devenu grâce à sa percée le partenaire privilégié de l'ODS du Premier ministre Necas. On peut parler d'instrumentalisation politique de la question de la dette quand on regarde les statistiques : selon Eurostat, la République tchèque a une dette publique de 35 % du PIB, alors que la moyenne au sein de l'UE est de 73,6 %. Au sein de l'Union, seuls le Luxembourg, l'Estonie et la Lituanie sont en meilleure posture de ce point de vue. Selon l'OCDE il n'y a que le Luxembourg, l'Australie, la Corée du Sud et la Suisse qui seraient moins endettés.

En Slovaquie, l'équivalent de ce courant est le parti SDKU-DS (de l'ancien Premier ministre Mikulas Dzurinda qui, au cours des années 1999-2006, fut le promoteur de réformes libérales radicales) avec désormais à sa tête la sociologue Iveta Radicova. A peine nommée Premier ministre, elle a annoncé un plan d'austérité pour ramener le déficit sous la barre des 3 % en 2013 et une mesure symbolique : les salaires de 2 600 élus (y compris le président de la République) et hauts fonctionnaires seront diminués de trois fois le taux du déficit actuel (une réduction de 24 %). Mais madame Radicova s'est

¹ A. Applebaum, « In Europe, it's no longer East vs. West », *Washington Post*, 8 septembre 2010.

surtout distinguée en annonçant début octobre 2010 le refus de la Slovaquie de participer au fond de sauvetage financier pour la Grèce : « C'est le problème des pays qui se sont comportés de façon irresponsable, qui ne se sont pas conformés aux traités et au pacte de stabilité »².

En réalité la crise de l'euro a suscité trois réponses en Europe du Centre-Est. La réponse slovaque, pays membre de l'euro, que l'on peut résumer ainsi : « on ne veut pas contribuer à un fonds de sauvetage de la Grèce au moment où l'on demande des sacrifices à notre population ». A l'inverse, l'Estonie a choisi précisément un moment de crise de l'euro pour demander son adhésion à la monnaie commune. Enfin la réponse de la Pologne et de la République tchèque a été : « rien ne presse pour notre adhésion à l'euro ; on verra bien si – et dans quelle configuration – il existe lorsque la question sera vraiment d'actualité pour nous ». La Hongrie n'est pour le moment ni d'humeur ni en état de rejoindre l'euro. Le gouvernement Orban , national-conservateur, a provoqué un conflit avec les instances internationales impliquées dans l'aide à la monnaie hongroise. Le ministre des Finances, pressé par le « devoir d'inventaire », a annoncé que l'état des finances du pays était bien pire que ce qu'avait admis l'ancien gouvernement socialiste. Résultat : « l'opération vérité » s'est soldée par une « opération panique financière » et a conduit à une dévaluation du forint.

Au-delà de la diversité des réponses centre-européennes et des instrumentalisation politiques de la crise financière, c'est la capacité à rebondir et, partout, le refus de la facilité qui frappent. Car tandis que la presse occidentale dissertait sur le désastre à l'Est, le problème était au Sud. Il ne concernait pas seulement les excès du libéralisme, mais aussi ceux de l'endettement des pays. On peut trouver choquant que des milieux financiers sauvés de la catastrophe par l'intervention massive des Etats s'attaquent aujourd'hui à des Etats jugés vulnérables. Mais il ne sert à rien, en cas de fièvre, de maudire le thermomètre. Le cas de la Grèce, vu d'Europe centrale, révèle les lunettes à double foyer des Occidentaux. Alors qu'on exige des nouveaux membres de l'Union de remplir à la lettre les critères de Maastricht pour rejoindre l'euro (la Slovénie et la Slovaquie l'ont fait en janvier 2007, avant la crise), on a toléré leur non-respect par la falsification ou simplement le fait accompli pour certains pays du Sud, à commencer par la Grèce. Dans le différend qui a opposé la France et l'Allemagne dans l'appréhension de la crise grecque et celle de l'euro (que Christine Lagarde a rendu public dans l'entretien qu'elle a accordé au *Financial Times*), les nouveaux membres de l'UE se sont sentis plus proches de Berlin que de Paris. Car certaines des suspicions allemandes à l'égard de l'entrée des pays du « Club Med » se sont avérées justifiées. Et l'étonnement du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (« Faut-il que les Allemands reportent l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans pour que les Grecs puissent garder le leur à 61 ans ? ») est largement partagé à l'Est. L'idée qu'en cas de difficulté « l'Allemagne payera » au nom d'un sentiment de culpabilité hérité de la Deuxième Guerre mondiale (voir les propos du maire d'Athènes considérant le sauvetage des finances grecques par l'Allemagne comme des réparations de guerre) n'est invoqué par personne en Europe de l'Est, où les traumatismes de l'histoire liés au voisin allemand sont pourtant plus profonds qu'en Grèce. M. Papandreou a fait une tournée internationale pour dénoncer la spéculation financière. Il serait sans doute plus écouté s'il persuadait ses compatriotes que payer des impôts est un acte de civisme démocratique (« no taxation without représentation »). La Grèce a été le grand bénéficiaire des fonds européens (près de 3 % de son PIB pendant trente ans) et n'a pas hésité à exercer sa capacité de chantage au moment du dernier élargissement de l'Union : si vous ne prenez pas Chypre, nous bloquerons l'élargissement à l'Est. Résultat : Chypre fut intégrée, alors même que les Chypriotes grecs refusaient le plan pour surmonter la division de l'île. La conditionnalité, elle aussi, est à géométrie variable.

L'Europe centrale tire des conclusions provisoires de la gestion de la crise de l'euro. Comme l'a rappelé Leszek Balcerowicz, le père il y a vingt ans de la réforme économique polonaise, président du *think tank* Breugel, qui s'exprimait au Club des Européens à Paris en mars 2010, les Etats en faillite

² J. Cienski, « Popular premier's tough choices », *Financial Times*, 6 octobre 2010.

doivent d'abord admettre leur responsabilité et apporter leurs remèdes avant de s'en remettre à un sauvetage qu'interdisent les traités. Puisque le FMI a été jugé par l'Union européenne propre à aider les pays de l'Est en difficulté, pourquoi serait-il inacceptable que la Grèce se tourne vers lui s'il y est disposé, en attendant un FME encore gestation ? La crise de l'euro peut être salutaire car elle fait avancer l'idée d'un gouvernement économique européen, dit-on à Paris. Et Balcerowicz d'ajouter : à condition de provoquer une « thérapie de choc » dans la gestion de la dette et des finances publiques à l'échelle européenne. Après la poussé populiste dans plusieurs pays d'Europe centrale au lendemain de l'adhésion à l'Union européenne c'est, dans un contexte marqué par la crise, le retour de la droite libérale en Europe centrale.

Il est logique que les pays de la zone euro se soucient d'abord d'aider les membres en difficulté plutôt que des candidats potentiels. Et il n'est pas aisé de s'attaquer aux déficits quand on est en récession ou à peine en train d'en sortir. Mais au-delà des perceptions contrastées et de la crise de l'euro, une chose paraît certaine : les critères pour les futurs candidats est-européens à l'euro seront d'autant plus rigoureux qu'ils furent peu respectés par les pays du Sud. Et l'hypothèse de l'élargissement de la zone euro vers l'Est dépendra de l'assainissement préalable de la dette et des finances publiques au Sud. Autrement dit : reporté aux calendes grecques...